

Editorial

## Année de l'eau

**A**nnée mondiale de l'eau douce, 2003 verra la tenue du 3<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau en mars à Kyoto. C'est une excellente occasion de rappeler combien les ressources en eau sont souvent inégalement réparties, constituant parfois un frein au développement et, par endroits, un véritable enjeu politique. Le climat change, le cycle de l'eau en subit les conséquences. Crues dévastatrices, sécheresses dramatiques, ressources irrégulières dont il convient d'optimiser la gestion, etc. sont autant de sujets d'intérêt pour les scientifiques, a fortiori dans les pays du Sud où le fragile équilibre environnemental est soumis à une pression anthropique sans cesse grandissante. On perçoit ainsi toute la nécessité qu'il y a d'étudier la variabilité de cette ressource, à la fois dans l'espace et dans le temps, pour mieux en apprécier la vulnérabilité. C'est, en particulier, ce à quoi s'attachera la Conférence «Hydrologie des régions méditerranéennes et semi-arides» organisée à Montpellier en avril prochain avec un fort soutien de l'IRD et une large contribution de nos partenaires du Sud.

À Kyoto, l'eau sera plus largement au cœur des débats de toutes les sociétés humaines, au Nord comme au Sud. Les problèmes d'accès à l'eau potable en ville comme dans le monde rural sont l'occasion d'affrontement entre partisans de différents modes de gestion. L'eau est toujours un enjeu de pouvoir territorial entre acteurs économiques et politiques, qu'ils soient publics, privés ou représentants des collectivités territoriales. Mais c'est dans le secteur de l'agriculture irriguée que les tensions montent le plus, du fait d'une expansion souvent anarchique des surfaces cultivées, généralement aux dépens des agriculteurs les plus pauvres.

(suite page 2)

## Équateur

# Réveil explosif du Reventador

**Plusieurs volcans d'Équateur sont entrés en éruption ces quatre dernières années après de longues phases de repos. En 1998, le volcan Guagua Pichincha qui domine Quito se réveille après trois siècles de sommeil; en octobre 1999, le Tungurahua entre dans une phase éruptive qui se poursuit de nos jours; fin 2001, le grand volcan Cotopaxi montre des signes de réactivation, avec forte crise sismique; enfin, le 3 novembre dernier, El Reventador (3562 m), dominant la forêt amazonienne, entre en action après 26 ans de sommeil.**



© IRD/ L. Le Pennec



Le panache de cendre du Reventador monte à 13 km le matin du 3 novembre 2002. Le volcan Tungurahua (à gauche) continue de menacer les alentours. Ici le 23 septembre 2002.

**C**ontrairement aux réveils progressifs des autres volcans équatoriens, observés ces quatre dernières années, la réactivation du Reventador a été soudaine et violente. Durant la matinée du 3 novembre, plusieurs explosions puissantes ont propulsé un nuage cendrex à 13 kilomètres au-dessus du cratère. Poussé vers l'Ouest par le vent, ce nuage a plongé dans une pénombre de plusieurs heures les secteurs de Pifo, Cumbaya, El Quinche et Guayllabamba. À Quito, l'aéroport a été paralysé, les écoles ont fermé pendant une semaine et les cendres en suspension mêlées aux gaz volcaniques et à la pollution ont provoqué des intoxications. Dès les premières heures de l'éruption, les chercheurs de «l'Instituto Geofísico» de l'École Polytechnique Nationale d'Équateur (IG-EPN) et de l'unité de

recherche 31 de l'IRD, Processus et aléas volcaniques<sup>1</sup> ont constaté que la phase paroxystique de l'activité a été accompagnée par l'émission de nuées ardentes particulièrement dangereuses. En effet, à partir de la colonne éruptive émise verticalement, des nuées denses à plus de 600 °C, chargées de blocs, de scories et de cendres ont dévalé les pentes du volcan, détruisant tout sur leur passage. Les rares habitants des basses pentes du volcan ayant fui dès les premiers signes de réactivation, aucune perte humaine n'est à déplorer. En revanche, la route qui relie Baeza à Lago Agrio, à 8 kilomètres du cratère, a été coupée. Si l'oléoduc qui relie Lago Agrio à Esmeraldas (par lequel chemine le pétrole brut extrait en Amazonie) a été épargné, des risques de dommage pèsent toujours, car les pluies remobilisent les blocs et les cendres accu-

mulées sur le volcan, produisant des coulées de boue menaçantes. Le dénominateur commun des éruptions volcaniques équatoriennes réside dans le lent enfoncement (7 cm par an) de la plaque de Nazca sous le continent sud-américain. Ce phénomène se traduit par une intense activité sismique et par la fusion partielle des roches situées entre 80 et 130 kilomètres de profondeur. Les liquides produits par cette fusion, riches en gaz dissous, remontent vers la surface par des chemins distincts et sont à l'origine des éruptions volcaniques. Les études menées par les chercheurs de l'IRD et de l'IG-EPN montrent que ces liquides, modifiés au cours de leur ascension, aboutissent à des compositions chimiques variées, selon l'âge de l'éruption et la position de l'édifice dans la chaîne volcanique.

Les premiers calculs indiquent que El Reventador a projeté deux cents millions de tonnes de roches en quelques heures; aucune éruption de cette violence n'a été enregistrée dans le pays depuis celles du Tungurahua en 1886 et du Cotopaxi en 1877. Contrairement aux réactivations observées depuis 1998 en Équateur, le magma du Reventador est remonté très rapidement à la surface, sans dégazer, ce qui explique la brièveté de la phase sismique pré-explosive, qui n'a duré que quelques heures.

(suite page 2)

## Sommaire

Afrique de l'Ouest  
**Capricieuse mousson**

À l'origine de la sécheresse sans précédent qui a frappé l'Afrique de l'Ouest, des perturbations de la mousson, source vitale de pluie dans la région. p. 8-9

### Partenaires

**La planète Terre sous monitoring** p. 4  
L'IRD va va piloter six observatoires de recherche en environnement (ORE) sur la vingtaine de projets retenus cette année.

**L'IRD au Chili** p. 5  
Le point sur un partenariat particulièrement équilibré.

### Recherches

**Entre ciel et terre** p. 7  
Quelles relations les sociétés entretiennent-elles avec le climat, ses aléas et son évolution? Exemples en Amérique latine et en Afrique.

**Littoral sous surveillance** p. 10  
Le réseau franco-brésilien Ecolab fédère depuis dix ans des recherches sur l'écosystème côtier amazonien.

Transports sénégalais  
**Un avenir sombre** p. 16  
par Jérôme Lombard  
Le naufrage du Joola illustre de manière dramatique les dérives du système des transports au Sénégal.

## Entretien avec Dominique Lecourt

# Penser la science, interroger le développement



Dominique Lecourt, président du Comité consultatif de déontologie et d'éthique de l'IRD est professeur de philosophie à l'université Denis Diderot-Paris 7 et délégué général de la Fondation BioVision de l'Académie des Sciences.

**Quels sont les apports d'une réflexion sur le rôle de la pensée scientifique et de la production des connaissances dans les pays émergents? Quelle est la place du Comité consultatif de déontologie et d'éthique de l'IRD? Après son intervention devant les directeurs d'unité de recherche et de service en juillet 2002, le philosophe revient dans un entretien sur une approche déontologique et éthique de la recherche pour le développement.**

**Q**ue représente pour vous la présidence du Comité consultatif de déontologie et d'éthique de l'IRD (CCDE)?

En tant que philosophe, je m'interroge sur les liens existant entre la pensée scientifique qui anime la production des connaissances nouvelles et les autres formes de la pensée – religieuses, juridiques, morales, politiques et artistiques – régissant la vie des êtres humains en société. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays occidentaux, ces liens se

sont noués pour l'essentiel dans le cadre d'une philosophie du Progrès; laquelle tendait à montrer que les progrès de la science allaient se traduire en progrès technique, économique, mais aussi moral et politique. Cette philosophie du Progrès a inspiré les meilleures réalisations de la dite «révolution industrielle» et a contribué à redéfinir l'ensemble des relations sociales dans les pays dits «développés». Cette même philosophie a également justifié à leurs propres yeux

(suite page 16)

(suite de la page 1)

L'échec des grands programmes publics d'irrigation est manifeste. Le désengagement de l'État, prôné par la Banque mondiale, a conduit partout à la mise en place d'une gestion participative de l'irrigation sous forme d'associations locales d'usagers. Or, ce transfert s'est avéré formel, le pouvoir de décision échappant le plus fréquemment à ces organisations locales. Les tentatives de privatisation des services de l'eau dans l'agriculture restent peu convaincantes, et font l'objet de résistances, comme on a pu le voir récemment en Équateur. Le risque principal encouru par les urbains comme les ruraux est l'épuisement des nappes phréatiques et leur pollution. Çà et là, des mouvements revendiquent un accès équitable à l'eau pour l'alimentation, la santé et le développement agricole en respectant l'environnement. À Kyoto, il faudra entendre les représentants de tous les acteurs pour chercher des compromis. L'IRD y contribue en développant de nombreuses recherches sur les rapports entre eaux et sociétés, une thématique complexe, transversale et importante à traiter au niveau international comme à l'échelle locale.

Éric Servat

Directeur de l'Unité de recherche Hydrosociétés

Thierry Ruf

Directeur de l'Unité de recherche Dynamiques sociales de l'irrigation

## sciences au sud

Sciences.au.sud@paris.ird.fr  
IRD - 213, rue La Fayette -  
F - 75480 Paris cedex 10  
Tel. : 33 (0)1 48 03 77 77  
Fax : 33 (0)1 48 03 08 29  
http://www.ird.fr

Directeur de la publication  
Jean-Pierre Muller

Directrice de la rédaction  
Marie-Noëlle Favier

Rédacteur en chef  
Olivier Dargouge (dargouge@paris.ird.fr)

Comité éditorial  
Françoise Bellanger, Marianne Berthod,  
Jacques Boulégue, Patrice Cayré,  
Jean-Michel Chassériaux, Yves Hardy,  
Jean-Claude Prot, Yves Quéré,  
Anne Strauss, Hervé de Tricornot,  
Gérard Winter

Rédacteurs  
Marie-Lise Sabrié (sabrié@paris.ird.fr)  
Marie Guillaume (guillaume@paris.ird.fr)  
Samuel Cordier (cordier@paris.ird.fr)  
Ariel Crozon (crozon@paris.ird.fr)  
Olivier Blot (blot@rio.net)

Correspondants  
René Lechon (Montpellier),  
Bertrand Gobert (Brest),  
Jacqueline Thomas (Nouméa),  
Michel Fromaget et  
Abdoulaye Ann (Dakar)

Ont collaboré à ce numéro  
Marie-Agnès Bray  
Gladys Samson

Photos IRD - Indigo Base  
Claire Lissalde  
Danièle Cavanna

Photogravure, Impression  
Jouve, 18, rue Saint-Denis,  
75001 Paris - Tél. : 01 44 76 54 40  
ISSN : 1297-2258  
Commission paritaire : 0904805335  
Dépôt légal : janvier 2003

Journal réalisé sur papier recyclé.

## Tribune Transports sénégalais

# Un avenir sombre

Le naufrage du Joola, le 26 septembre dernier, illustre de manière dramatique les dérives du système des transports au Sénégal. Jérôme Lombard qui mène des recherches sur Transports et territoires au Sénégal<sup>1</sup> fait le point sur ces dysfonctionnements et les conditions pour en sortir.

Dans la nuit du 26 au 27 septembre 2002, au cours du trajet de remontée vers la capitale sénégalaise, le navire *Le Joola*, surchargé, s'est retourné, emprisonnant dans sa coque plusieurs centaines de personnes. Le bilan est terrible : au moins 1 500 morts et quelque 60 rescapés. La catastrophe est survenue à un moment où le système de transport fait l'objet d'une telle pression qu'il craque. Et s'il explose, c'est que les dernières limites au-delà desquelles il ne peut aller ont été balayées, au risque de voir l'État et la société perdre tout contrôle<sup>2</sup>. Les catastrophes font partie du paysage sénégalais des transports. Elles sont consécutives à des dysfonctionnements des systèmes, à des dérèglements des modes d'organisation et de contrôle. Elles surviennent aussi lorsque les organismes de régulation ou de gestion, ainsi que les opérateurs eux-mêmes, se livrent à une compétition pour la mainmise sur un élément du système au profit d'intérêts particuliers contradictoires.

### Des dérives graves du système de transport

Les statistiques d'accidents indiquent une dégradation sérieuse des conditions de sécurité : selon le ministère de l'Équipement et des Transports, leur nombre est passé entre 1995 et 1997 de 12 276 à 15 588, le nombre de morts de 448 à 510. La sécurité est d'autant moins aisée à renforcer que l'autorité publique



© IRD/J.P. Montoro

laisse s'instaurer des pratiques frauduleuses de surcharge, un irrespect de la réglementation ainsi que l'irresponsabilité des transporteurs qui ne remplissent pas les conditions d'agrément, d'assurance, de contrôle technique et de permis de conduire. Le développement anarchique des transports est accentué par le fait que l'État trouve intérêt au fonctionnement dérégulé d'un système qui lui procure d'importantes rentrées financières. Facilités pour les importations de véhicules et de pièces détachées (que la loi a pourtant prévu de limiter), taxes douanières et sur les carburants, formalités administratives payantes alimentent le budget de l'État autant que de multiples intermédiaires. Cette manne paraît incompatible avec le contrôle et la régulation indispensables au système des transports.

Le deuxième élément du dérèglement est propre au secteur des transports. Tout semble possible aux professionnels pour repousser les limites de la norme, alors même que ces utilisateurs de l'espace public devraient, plus que tous les autres, veiller à ne pas empiéter sur les droits d'autrui. La dernière enquête sur la mobilité à Dakar (2000) estime à 700 000 le nombre de déplacements motorisés par jour, pour les personnes de plus de 14 ans. Cependant, avec des véhicules hors d'âge et hors d'usage, on peut se demander quel service les transporteurs offrent aux clients et ce qu'on peut espérer de conducteurs qui ne respectent pas le code de la route. La faible qualité du service renvoie au type de relation instaurée entre le propriétaire et le chauffeur de car ou de taxi : le premier est souvent rentier, fonctionnaire, homme d'affaires, policier, et ne raisonne qu'en fonction du montant reversé par le chauffeur ; le second, mal payé, conduit à n'importe quelle condition pour gagner sa vie. L'état du système des transports au Sénégal tient précisément à cette relation de domination.

Le troisième élément qui mérite interrogation touche à l'usage. Payer toujours moins, arrêter un car n'importe où dans la rue, décharger sur un trottoir un camion de 40 tonnes, forcer le passage avec sa voiture, monter à bord d'un navire quand il avance au milieu d'un fleuve, voilà quelques-unes des pratiques en vigueur au Sénégal. Actuellement, le système des transports propose toute une palette de solutions, y compris les plus dangereuses. De son côté, le client accepte d'être transporté dans des conditions dégradées, et à faible coût. La somme de ces compromissions contribue aussi à la dérive des transports.

### Refonder le transport dans l'espace social sénégalais

Deux conditions pour une définition d'un système des transports plus acceptable pour tous sont à souligner. La première notion est celle d'espace public. Les réactions aux surcharges récurrentes dans les transports en commun, apparues au lendemain de la catastrophe du *Joola*, ont montré que les populations n'étaient pas indifférentes à l'évolution des normes. Mais ce mouvement de protestation, pour être transformé en réflexion sur l'avenir des transports, doit être appuyé à tous les niveaux par l'État, les collectivités locales, les comités de quartiers, les différentes associations, et



© IRD/M. Dukkhan

Les surcharges des véhicules sont fréquentes. Ce camion transporte des sacs de paille d'arachide, dans certains cas il peut y en avoir jusqu'à 900.

Les routes sénégalaises sont souvent trop étroites et mortelles. A la suite d'un choc avec un autre véhicule, ce camion, rempli de sacs de charbons de bois, s'est retourné de façon très spectaculaire.



© th

Le volume de magma déjà émis par le volcan est considérable, la probabilité pour qu'une puissante explosion se produise à nouveau est donc faible. « En outre, note Jean-Luc Le Pennec, une épaisse coulée de lave descend désormais du cratère et fait aussi tomber la pression dans le système volcanique ». Au début de la crise du Tungurahua, en 1999, un scénario de type Reventador a été envisagé, justifiant l'évacuation temporaire de la ville de Baños. Lors du récent réveil du Guagua Pichincha, la taille des cristaux et la porosité-perméabilité des laves émises montrent que le magma avait déjà libéré beaucoup de gaz en profondeur dans les roches environnantes, avant d'atteindre la surface. C'est la raison pour laquelle cette éruption ne fut pas très violente. « Les éruptions récentes du Reventador et des autres volcans d'Équateur rappellent que la remontée des magmas

et les modalités de dégazage sont des paramètres essentiels que les scientifiques doivent mieux connaître pour déterminer l'intensité des éruptions et les aléas associés », souligne Jean-Luc Le Pennec. L'estimation de ces paramètres constitue un objectif important de l'unité de recherche Processus et aléas volcanique. »

### Contact

Jean-Luc.Le-Pennec@ird.fr  
Pablo.Samaniego@ird.fr  
Jean.Philippe.Eissen@ird.fr  
Institut Géographique de Quito (IG-EPN) :  
www.igepn.edu.ec

1. Les chercheurs qui ont étudié cette éruption sont : Jean-Luc Le Pennec (IRD/UR31 Quito), Jean-Philippe Eissen (IRD/UR31 Quito), Pablo Samaniego (IG-EPN et IRD/UR31), Silvana Hidalgo (IG-EPN), Hugo Yepes (IG-EPN), Claude Robin (IRD/UR31 Clermont-Ferrand), Michel Monzier (IRD/UR31 Clermont-Ferrand).

### Contact

Jérôme Lombard  
jerome.lombard@ird.sn

1. UR21 Territoires et mondialisation dans les pays du Sud dirigée par Hervé Théry.  
2. Voir J. Lombard et O. Ninot, « Impasses et défis dans le transport routier », in M. C. Diop, *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris, Karthala, 2002, pp. 109-162.

WEB [www.ird.sn/activites/mondial/index.htm](http://www.ird.sn/activites/mondial/index.htm)

## Le Haut Conseil recentré sur le développement

Créé au départ pour 3 ans, le Haut Conseil à la coopération internationale vient d'être reconduit pour une nouvelle période de trois ans, avec un mandat et une composition modifiés.

Concernant les missions, la principale modification a trait au champ de compétence du Haut Conseil : elle porte dorénavant sur la coopération internationale pour le développement et non plus sur la seule coopération internationale. Autrement dit, le HCCI consacrera exclusivement sa réflexion aux pays du Sud et non plus à l'ensemble de partenaires de la coopération française (pays émergents, Europe de l'Est, etc.)

La composition du HCCI est sensiblement modifiée 45 membres au lieu de 60, avec la présence es qualité de quatre parlementaires et un renforcement de la représentation des collectivités territoriales, des milieux économiques et de l'expertise universitaire et de recherche. Jacques Pelletier, ancien ministre de la Coopération et de la Francophonie est nommé président du HCCI et il succède à Jean-Louis Bianco. Jean-Marie Hatton est nommé secrétaire général. Issu du milieu associatif, il était précédemment secrétaire général de la commission coopération et développement du ministère des Affaires étrangères. ●

WEB

www.hcci-gouv.fr

dernière minute

## Epidémiologie en réseau

Les 9 et 10 décembre derniers, près de quarante chercheurs de l'IRD, épidémiologistes, entomologistes, démographes et socio-anthropologues se sont réunis autour du thème « Epidémiologie dans les pays en développement ». Cette réunion a abouti à la création d'un réseau dont la finalité est l'étude pluridisciplinaire de l'ensemble des facteurs influant sur la santé humaine dans les pays du Sud. ●

# sciences au sud **Entretien**

## Penser la science, interroger le développement



© dr

les pas des colonisateurs français, pour le meilleur et pour le pire. Aujourd'hui, un demi-siècle après Hiroshima, cette philosophie du Progrès a subi de rudes démentis dans les pays développés. Du clonage aux OGM et au réchauffement de la planète, les débats sont vifs autour de l'impact économique, social et humain des progrès scientifiques et techniques amplifiés par l'industrie. La démarche même de la science n'apparaît plus réductible à sa caricature scientiste qu'on avait élaborée pour mieux l'adorer. Du même coup, la question du rôle

de la pensée scientifique et de la production des connaissances dans les pays dits en développement se trouve grande ouverte. À ce titre au moins, un philosophe ne saurait s'en désintéresser et moins que tout autre un philosophe des sciences qui tente de dégager les présupposés et incidences philosophiques de la pensée scientifique. D'autant que les dogmatismes institués se révèlent plus virulents que jamais et menacent de bloquer l'extension toujours émancipatrice de l'esprit de recherche dans ces pays comme dans les nôtres.

### L'éthique est-elle universelle ? Les règles du Nord sont-elles différentes de celles du Sud ?

Si l'on admet que l'éthique se définit comme la réflexion qui vise à fonder en théorie le partage de ce qui est admis comme « bien » et ce qui est rejeté comme « mal », on doit admettre qu'il n'existe pas d'éthique universelle. Il existe une universelle disposition humaine à se poser ce genre de questions, mais une pluralité de réponses diverses – voire antagonistes – à ces questions. Ces réponses ont été plus ou moins thématiques et systématisées dans des corps de doctrines. Le monde occidental a ainsi vu se succéder, se combiner ou au contraire s'affronter des doctrines diverses qui ont profondément façonné les manières de vivre des êtres humains : des éthiques stoïciennes et épicuriennes aux éthiques chrétiennes (catholique, protestante et orthodoxe), aux éthiques utilitariste, libérale, socialiste ou naguère communiste. Il va de soi que « le Sud » a assimilé une part de ces doctrines occidentales à travers la formation de ses élites. Que l'on pense pour ne prendre qu'un exemple au « teilhardisme » dans le Sénégal de Léopold Sédar Senghor. Mais, elles ont dû composer avec les éthiques existantes, lesquelles ne sont pas moins diverses voire opposées entre elles dans ces pays que dans les nôtres. Un dogmatisme de « l'universel », souvent de la meilleure intention, a pu être ressenti comme tyrannique, et en est venu à faire perdre de vue ce qu'il y a de plus précieux dans la démarche scientifique : la construction et la rectification sans fin de connaissances objectives dont la coordination toujours plus forte et plus ample se révèle toujours plus féconde. Une telle démarche nous permet de maîtriser des processus naturels que nous pouvons, éventuellement, tourner à notre avantage en accroissant la puissance des techniques dont nous disposons. Elle nous affranchit de la peur de l'inconnu qui tend à paralyser nos efforts intellectuels ; elle aiguise le goût de l'aventure auquel l'humanité doit ses plus grands exploits. La même démarche nous invite à nous détacher des absolus auxquels nous avons propension à adhérer ; elle nous incite à prendre pour objet de nos investigations la genèse même de ces absolus et les ressorts de la croyance qui nous y attache.

### En tant que philosophe des sciences, quelle signification donnez-vous au terme de « Recherche pour le développement » ?

La recherche pour le développement, telle qu'elle m'apparaît, ne peut être identifiée à ce qu'on appelle une recherche appliquée ou finalisée, même si une part de l'activité des chercheurs de l'IRD peut évidemment être ainsi qualifiée. De façon générale, on peut la caractériser comme une recherche qui doit prendre un tour particulier du fait qu'elle se trouve impliquée dans le développement de pays qui ont grand besoin de susciter une recherche active par et pour eux-mêmes. C'est donc une recherche qui ne peut manquer de s'interroger chemin faisant sur le concept même de développement dans ce qu'il implique

de téléologie souvent dissimulée. Sur ce point, les sciences sociales et humaines peuvent être d'un puissant renfort pour la réflexion et la pratique des spécialistes des sciences dites dures. Il me semble que l'IRD qui regroupe les uns et les autres peut être un inestimable outil de transdisciplinarité bien conçue.

### Comment se fait le choix des domaines de réflexion pour le Comité ? De quelle manière le Comité consultatif de déontologie et d'éthique va-t-il travailler avec les chercheurs ?

Le Comité s'est donné pour tâche première de réélaborer un « guide des bonnes pratiques » avec la participation des chercheurs. J'ai fait appel à tous dès mon intervention du 1<sup>er</sup> juillet 2002 devant les directeurs d'unité de recherche et de service. Le Comité recueille les opinions et les contributions ; il va organiser des réunions sur le terrain. Il va également solliciter des experts extérieurs aussi bien sur les questions fondamentales de philosophie morale que sur l'histoire très éclairante des relations de la France avec les pays de la zone intertropicale. Il coopèrera avec les Comités d'éthique des organismes qui ont des domaines d'intervention voisins (CIRAD, INRA...)

### Dans ce contexte, quelle différence faites-vous entre déontologie et éthique ?

Il m'apparaît que les chercheurs de l'IRD rencontrent de nombreux problèmes de déontologie. Ces problèmes ne mettent pas en cause le fondement des partages institués entre ce qui est admis comme « bien » et ce qui est rejeté comme « mal ». Ces problèmes concernent bien plutôt la bonne application des règles de leur métier. Avec l'aide de la Cellule Opérationnelle (Marie-Lise Sabrié, Francis Kahn et François Simondon), et grâce à l'attention vigilante de sa Chargée de mission, Marie-Christine Rebourcet, le Comité s'est donné pour règle de répondre aussi rapidement et précisément que possible aux sollicitations des chercheurs et, le cas échéant, si la question posée lui paraît présenter un caractère général, d'émettre un avis. Quant aux interrogations proprement éthiques, elles doivent être traitées au cas par cas en tenant le plus grand compte des textes existants (grands textes internationaux, lois, avis du CCNE, etc.) aussi bien que des circonstances concrètes dans lesquelles elles se présentent. ●

### En savoir plus

Parmi les derniers livres de Dominique Lecourt, il est possible de citer *La philosophie des sciences* (Que sais-je ?, PUF, 2001), la 11<sup>e</sup> édition augmentée de son premier ouvrage de 1969, *L'épistémologie historique de Gaston Bachelard* (Vrin, 2002) et la version poche du *Dictionnaire d'histoire et philosophie des sciences* à paraître aux PUF en 2003.

### Contact

CCDE, Marie-Christine Rebourcet  
rebourcet@paris.ird.fr

## Collège Cité des Sciences

La Cité des Sciences et de l'Industrie a créé le Collège pour fournir à tout citoyen les connaissances fondamentales lui permettant de se former une opinion éclairée sur les sujets qui le concernent dans sa vie quotidienne. Grâce à des cycles de cours, conférences, séminaires, débats et colloques, le Collège offre la possibilité de rencontrer des chercheurs et de débattre des enjeux éthiques, juridiques et économiques de la recherche scientifique.

Cette saison l'accent est notamment mis sur les défis des sciences du vivant et de la santé et sur le souci de l'environnement et du développement. L'IRD a été étroitement associé à cette programmation. Plusieurs chercheurs de l'Institut participent aux conférences et débats pour exposer leurs travaux et réflexions.

Le premier cycle de conférences auquel participe l'IRD en 2003 abordera les agricultures du monde, leur impact sur

### Pour un meilleur partage du savoir, l'IRD apporte son concours au « Collège », une initiative de la Cité des Sciences à Paris

l'environnement, la nouvelle révolution agricole et le riz, aliment de base de la moitié de l'humanité.

La gestion des ressources en eau sera le thème de la deuxième série de conférences co-organisée avec l'IRD en février. Il regroupera des conférences sur les rapports entre la quantité d'eau douce disponible et la variabilité climatique, sur l'accès à l'eau en milieu urbain, sur le problème des inondations et des sécheresses et sur les enjeux géopolitiques liés à l'eau.

Enfin en mai et juin l'IRD sera partenaire du dernier cycle de conférence de l'année sur Santé du Nord, santé du Sud. ●

### Contact IRD

Marie-Lise Sabrié  
sabrie@paris.ird.fr

### Prochaines conférences de chercheurs de l'IRD

#### • Cycle agriculture et développement durable

*L'impact des activités agricoles sur l'environnement : quelles solutions écologiques ?* Par Christian Floret, IRD, 14 janvier à 18 h 30.  
*Les défis du riz : aliment de base de la moitié de l'humanité.* Par Alain Capillon, CIRAD et Georges Courade, IRD, 28 janvier à 18 h 30.

Débat *Les OGM peuvent-ils nourrir le tiers monde ?* avec Alain Weil, CIRAD ; Serge Hamon, IRD ; Bertrand Hervieu, INRA ; Alain Dini, Bayer CropScience ; Brigitte Hermelin, Solagral et en visioconférence avec l'AUF à Dakar en présence de Mme Yaye Kène Dia Gassama, UCAD ; et de MM. Tidiane Ba (UCAD) ; Jacques Faye, consultant, et Ndiaga Mbaye, CORAF, 1<sup>er</sup> février de 14 h à 18 h.

#### • Cycle Gérer l'or bleu : les hommes et l'eau douce

*Aurons-nous encore suffisamment d'eau douce demain ?* par Pierre Ribstein, IRD, 4 février à 18 h 30.

*Inondation et sécheresse : quelle gestion de l'eau ?* par Eric Servat et Jean-Marie Fritsch IRD, 25 février à 18 h 30.

Débat *Vers un partage équitable des ressources en eau* Avec Thierry Ruf, IRD ; Michel Desbordes, Institut des sciences de la terre, de l'eau, de l'espace (Montpellier) ; Marie-Pierre Grondin, Programme solidarité eau ; Anne Le Strat, Société Anonyme de Gestion des Eaux à Paris ; Jean Vergnes, consultant, 8 mars de 14 h à 18 h.

Les cycles de conférences sont ouverts à tous, dans la limite des places disponibles. Tous les contenus des conférences sont restitués sous forme d'enregistrement audio et vidéo, sur le site internet : [www.cite-sciences.fr/college](http://www.cite-sciences.fr/college). ●